

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : AFR 20/006/2008 (Public)
ÉFAI
10 juillet 2008

Tchad. 68 personnes abattues par les forces de sécurité lors de l'arrestation d'un chef spirituel musulman

Amnesty International déplore la mort d'au moins 68 personnes tuées par les forces de sécurité tchadiennes le dimanche 29 juin 2008 à Kouno, à 300 kilomètres au sud-est de la capitale, N'Djamena.

L'organisation condamne l'usage abusif de la force létale par les forces tchadiennes dans leur tentative d'arrêter un chef spirituel musulman qui a menacé de lancer « *une guerre sainte du Tchad jusqu'au Danemark* ». Au moins 68 fidèles du cheik Ahmet Ismaël Bichara et quatre membres des forces de sécurité ont été tués, et plus de 51 personnes grièvement blessées. Le cheik et sept de ses lieutenants ont été arrêtés et transférés à N'Djamena, où ils ont été exhibés lors d'une conférence de presse organisée par les autorités tchadiennes le 2 juillet.

Amnesty International reconnaît que les autorités tchadiennes ont la responsabilité de maintenir l'ordre public dans le pays et de protéger l'ensemble de sa population. Néanmoins, elle rappelle que les forces de sécurité doivent recourir à la force de manière proportionnelle à la situation et uniquement en cas de nécessité absolue.

Le ministre de l'Intérieur tchadien, Ahmat Mahamat Bachir, a annoncé que quelque 700 fidèles du chef musulman avaient attaqué Kouno, mettant le feu à 158 cases, deux églises, un dispensaire et la gendarmerie, avant de remplacer le drapeau national tchadien par un drapeau portant l'inscription « *Au nom d'Allah, Dieu est Grand* ». Le ministre a affirmé que le cheik Ahmet Ismaël Bichara et ses fidèles étaient armés de lances, d'épées et de flèches empoisonnées. Il a ajouté que le cheik était un homme dangereux, un extrémiste et un terroriste. Il a aussi déclaré que les forces gouvernementales étaient parvenues à libérer 90 femmes et 121 enfants.

Selon les défenseurs des droits humains et les médias indépendants tchadiens, la réaction des forces de sécurité à l'attaque contre Kouno était clairement disproportionnée et injustifiée. Les forces de sécurité auraient ouvert de feu sans discrimination et tué illégalement des personnes alors qu'elles auraient pu les arrêter. D'après ces sources tchadiennes, le nombre élevé de morts illustre bien le caractère disproportionné de la force utilisée. Des militants locaux des droits humains ont ajouté que les images de désolation montrées à la télévision locale laissaient aussi à penser que les forces de sécurité tchadiennes avaient recouru à la force de manière abusive. Lorsque le cheikh Ahmet Ismaël Bichara a lancé, avant 2006, sa « *guerre sainte* » contre la corruption de la foi islamique et pour la restauration de la Justice au Tchad depuis la ville de Sarh, au sud-est du pays, avant de s'installer à Kouno, les autorités locales et nationales étaient conscientes du danger que ses activités et ses discours représentaient pour les autres communautés religieuses. Son mouvement a créé dans ces régions des tensions entre musulmans, chrétiens et animistes, mais rien n'a été fait pour l'arrêter.

Amnesty International appelle le gouvernement tchadien à ordonner immédiatement l'ouverture d'une enquête indépendante, impartiale et satisfaisante afin d'établir clairement les circonstances de ce massacre. Le compte rendu de cette enquête devra être rendu public. Il convient d'enquêter sur les membres des forces de sécurité et les autres responsables impliqués, et de traduire en justice ceux qui, à l'issue de l'enquête, apparaîtront comme ayant ordonné, cautionné ou commis des homicides illégaux ou infligé des blessures. L'enquête devra également recommander au gouvernement des mesures pour empêcher que de tels faits ne se reproduisent. Par ailleurs, le gouvernement doit aussi veiller à ce que les blessés reçoivent les soins médicaux et le soutien psychologique nécessaires et à ce que toutes les victimes reçoivent des réparations justes et équitables.

Contexte

Ces cinq dernières années, le Tchad a été le théâtre de plusieurs vagues de violence, en particulier le long de sa frontière orientale avec la région du Darfour, au Soudan, et à N'Djamena. Dans l'est du pays, les affrontements interethniques réguliers, les attaques contre les civils menées par des groupes d'opposition armés comme les milices janjawids du Soudan, et les fréquents combats entre l'armée tchadienne et des groupes armés ont entraîné le déplacement de plus de 170 000 civils tchadiens. Les attaques successives de groupes d'opposition armés contre N'Djamena et d'autres villes, en particulier en avril 2006, février 2008 et juin 2008, sont venues aggraver une situation déjà très mauvaise.

Le sud-est du Tchad est peuplé majoritairement de chrétiens et d'animistes, tandis que le nord et l'est du pays sont principalement musulmans. La population de Kouno est composée à la fois de musulmans et de chrétiens.

FIN

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566 ou par courrier électronique : press@amnesty.org

Secrétariat international d'Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni
<http://www.amnesty.org/fr>